



A

Monsieur Stéphane BREDIN
Directeur de l'Administration Pénitentiaire
13, Place Vendôme
75042 – PARIS Cedex 01

Monsieur Le Directeur,

Je souhaite attirer votre attention sur l'avenir du plan de constructions de nouvelles prisons annoncé par le Président de la République lors de sa campagne électorale.

En effet, ce plan prévoyait la livraison de 15 000 places supplémentaires et qui devait se faire en deux temps. Un premier plan de 7 000 places pour l'horizon 2022. Les 8 000 autres places seront livrées d'ici à 2027, avec pour objectif de réduire la population carcérale, qui atteint une sur-occupation record, avec 71 828 personnes incarcérées au 1^{er} avril dernier pour moins de 60 000 places.

La Ministre de la Justice, Nicole Belloubet, en octobre 2018, présentait les lignes de ce plan prison. Le programme immobilier pénitentiaire ouvrait une palette d'établissements d'un nouveau type pour répondre au plus près à l'encellulement individuel mais également aux situations différentes des personnes détenues avec la création de Structures d'Accompagnement vers la Sortie (SAS).

Des projets immobiliers étaient déjà plus ou moins actés tels que Caen ou encore Angers.

Selon différents médias, ce plan de 7 000 places serait remis en cause. Il serait question maintenant de 5 000 places. Ce revirement serait semble-t-il dû à la crise des « Gilets Jaunes » et de son impact financier. Du coup, tous les ministères seraient mis à contribution et le nôtre n'est pas épargné.

Cette annonce est-elle confirmée ? Si tel devait être le cas, quelles sont les coupes budgétaires qui pourraient impactées notre administration ? Quels établissements seraient concernés ? Quels sont les projets qui seraient purement et simplement abandonnés ?

Autant de questionnements qui interpellent et qui ne peuvent rester sans réponse.

La CGT Pénitentiaire souhaite avoir des éléments de réponses quelles qu'elles soient.

Je vous remercie de toute l'attention que porterez à ce courrier.

Je vous prie de croire, Monsieur la Directeur, à l'assurance de ma très haute considération.

Samuel GAUTHIER
Secrétaire Général Adjoint CGT Pénitentiaire

Ce courrier est adressé sous forme de lettre ouverte.